

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 9 (1981)

DOI: 10.11588/fr.1981.0.51040

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

chen versehen werden. In Eugen Webers meisterhafter Darstellung des ländlichen Lebens in der Frühzeit der Dritten Republik (*Peasants into Frenchmen. The Modernization of Rural France 1870–1914*, London, 2. Aufl. 1979) finden sich Belege zum Transport- und speziell Eisenbahnwesen, die einen nachhaltigen Wandel auf diesem Bereich vor der Jahrhundertwende nachgerade ausschließen. Auch die sonstigen Ausführungen Webers über den streckenweise immer noch geradezu vorsintflutlichen Agrarsektor lassen an der Vorstellung zweifeln, daß sich nach 1840 in der französischen Landwirtschaft mehr oder minder rapide Modernisierungsprozesse vollzogen haben. Die langsame Entwicklung vor, während und nach der Julimonarchie ist daher wohl in erster Linie auf Ursachen zurückzuführen, die Clout nur beiläufig nennt: die ungünstige Besitzstruktur als Folge der Revolution, die langsame Verstädterung und Industrialisierung, das unverändert nachteilige Pachtrecht, das sehr kurzfristige Verträge und sogar noch die Teilpacht erlaubte, das fehlende Kreditsystem und endlich die Vernachlässigung der Landwirtschaft durch Politik und Administration. Dem allem konnte die Eisenbahn natürlich nicht abhelfen.

Clouts Interessen gelten offensichtlich nicht der sozialen und politischen Geschichte, aber seine Ergebnisse sollten von den Vertretern dieser Disziplinen nicht vernachlässigt werden. Denn Clout leistet völlig unbeabsichtigt auch einen wichtigen Beitrag zur Falsifizierung der vor allem von den orthodoxen Marxisten im Gefolge Sobouls vertretenen Meinung von der Progressivität der französischen Landwirtschaft nach 1789. Vergleicht man die Globalzahlen bei Clout, die er selbst ja weiter nicht verwendet, da sie ein offenkundig zu optimistisches Bild der Wirklichkeit zeichnen, mit den von Gertrud Helling vorgelegten Berechnungen (Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte, Jg. 1965/IV und Jg. 1968/I; sie bezog über die Zusammenfassung von Toutain den Zensus der Julimonarchie in ihre Gegenüberstellung ein), so ergibt sich ein gegenüber bisher weiter akzentuierter Vorsprung Deutschlands: der Produktionszuwachs von 1800/10 bis 1840/50 war hierzulande mindestens doppelt so groß wie links des Rheins, so daß vom »demokratischen Kapitalismus« als besonderem Merkmal der französischen Entwicklung im 19. Jh. nun erst recht keine Rede sein kann. Clout selbst resümiert seinen »alternative view to the structure of French farming in the July Monarchy« denn auch mit dem Hinweis, daß die den Bauern 1790 gemachten Versprechungen in den 30er Jahren noch keineswegs eingelöst waren und endet mit der lapidaren Feststellung, die Hungerkrise 1846/47 bestätige ein weiteres Mal, »that the »ancien régime économique« still lived on« (S. 223). Seine Beweisführung dürfte kaum zu widerlegen sein.

Christof DIPPER, Düsseldorf

Thomas R. FORSTENZER, *French provincial police and the Fall of the second Republic – Social Fear and Counterrevolution*, Princeton (University Press) 1981, in-8°, XXI–336 p.

Solidement documenté, ce volume apporte les conclusions d'une longue recherche de l'auteur sur les conditions de la fin de la Seconde République en France. L'auteur propose une interprétation originale aussi indépendante de celle de Marx que de celle de Tocqueville, d'autant qu'il a sur ces deux grands précurseurs, l'un extérieur et l'autre acteur de la vie politique française l'avantage inappréciable de ce recul qui permet de comprendre les faits à la lumière de leurs conséquences, et de replacer les phénomènes français dans un contexte élargi.

Après quelques pages de préface et une dizaine réservées à une introduction où sont rappelées les structures administratives et politiques, et le rôle spécifique des préfets et des procureurs généraux, ainsi que les grandes divisions de l'opinion morcelée entre modérés et révolutionnaires, orléanistes, légitimistes, républicains plus ou moins démocrates et socialistes, séparés par

des querelles d'autant plus acrimonieuses qu'ils faisaient appel à des clientèles sociologiquement plus proches.

Six chapitres d'importance très inégale exposent les conclusions de l'auteur. Le premier « Anatomie d'une contre-révolution permanente », en une vingtaine de pages, fait remonter ces divisions profondes aux clivages apparus pendant la crise révolutionnaire et impériale. Les théoriciens antérieurs, Marx et Tocqueville entre autres, avaient déjà fait allusion à ces circonstances, mais T. R. Forstenzer insiste sur la place des éléments extra-parlementaires des catégories dirigeantes, en particulier dans le succès de la politique antiparlementaire du Prince Président et attache plus d'importance aux réactions divergentes des régions au moment du coup d'état. L'auteur signale également les variations des spécialistes de l'étude du comportement en face de la complexité des réactions de l'électorat français au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

Le second chapitre, de trente pages, examine les efforts pour contenir les factions sociales de 1840 à 1848. L'auteur replace le « juste milieu » dans son contexte du XIX<sup>e</sup> siècle, et signale ses prolongements jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale, avec des hommes politiques comme P. E. Flandin et P. Reynaud, il aurait même pu rappeler la réapparition de la formule dans les discours de l'ancien président Giscard d'Estaing, confronté lui aussi aux réformes et revendications sociales. Les problèmes soulevés au temps de Louis Philippe par les enquêtes de Buret ou de Villermé, leurs critiques sur le plan d'une morale d'inspiration chrétienne expliquent la place tenue par le socialisme, chrétien ou non, dans les attaques contre l'oligarchie orléaniste au pouvoir, sans pour autant éclairer les alliances temporaires, circonstancielles, entre les opposants d'extrême gauche avec les républicains modérés, et avec les légitimistes ou surtout avec le bonapartisme dont les formules sociales anticipent sur le XX<sup>e</sup> siècle par bien des points. Toutefois, l'auteur souligne la place grandissante d'une cristallisation de la peur sociale sous la Seconde République.

Le troisième chapitre de plus de quarante pages, est réservé à l'examen des types de carrières de préfets et de procureurs généraux considérés comme les personnages les plus représentatifs de la bureaucratie demeurée attachée aux traditions du code Napoléon, en premier lieu au système préfectoral élément essentiel de la centralisation administrative. Les conditions de recrutement du corps préfectoral et les modalités de carrière sont évoquées à travers quelques exemples bien choisis et parfaitement révélateurs de ce petit monde administrativo-juridique, dans lequel les coteries, les amitiés, les liaisons familiales tenaient une place importante. Même les désignations de Ledru-Rollin avaient sacrifié dans une large mesure aux traditions de recrutement dans le milieu des avocats et les commissaires de la République avaient conservé bien des caractères de leurs prédécesseurs; même les désignations de militaires ne faisaient que retrouver une filière de recrutement apparue dès le consulat, et dont les exemples se rencontrèrent encore sous la Restauration. L'étude plus approfondie des variations du personnel dans quelques départements typiques à travers les carrières du colonel Ambert dans le Rhône, de Coquet dans l'Allier et de Wissocq en Charente inférieure. Une attention particulière est accordée aux « hommes du Président » dont Haussmann demeure le plus représentatif: L'auteur examine ensuite les carrières des procureurs généraux de la Seconde République, agents souvent plus dévoués que perspicaces du gouvernement en place.

Le quatrième chapitre étudie les rapports sur les diverses provinces en quarante six pages. La chronologie de la répression et le rôle des directives du gouvernement central en face du messianisme révolutionnaire annoncé pour 1852 sont examinés en premier, avec la progression d'un sentiment qui n'a guère comme antécédent, en aussi confus et aussi variable, que celui de la Grande Peur de 1789. Certes il y eut des départements tranquilles, entre autres la Vendée, la Charente inférieure ou la Gironde mais beaucoup furent agités, mais dans des circonstances confuses. Il est révélateur de constater que de sérieuses différences existèrent entre le Gard, où les souvenirs de la Terreur Blanche de 1815 tenaient encore une place importante dans les réflexes populaires, avec extension au Vaucluse de l'autre côté du Rhône, et les départements

»rouges« comme le Rhône, attaché aux souvenirs des insurrections soit purement sociales comme en 1831 soit également politiques comme en 1834, mais soigneusement contrôlé par une garnison importante. L'Allier et le Jura offraient alors des exemples différents en raison de la place importante qu'y avaient tenu les troubles forestiers dans les premiers mois de la Seconde République, et de la dispersion des industries dans des populations essentiellement rurales.

Le cinquième chapitre trace en soixante dix-sept pages les limites des techniques répressives avant le coup d'état. L'auteur évoque en premier le personnel républicain en place, en premier lieu les maires, moins nuancés que les fonctionnaires dans les rangs desquels subsistaient bien des ralliés douteux, voire des adversaires plus ou moins discrets alors que les instituteurs furent souvent les propagandistes les plus voyants de la République sociale, et fournirent de ce fait un pourcentage appréciable des personnes frappées par la répression, ainsi que les journalistes, à vrai dire aussi nombreux dans un camp que dans l'autre, le parti de l'ordre ayant regroupé nombre de périodiques et d'autres ayant disparu avec les lois restreignant la liberté de la presse, mais dans des conditions variables selon les appuis financiers dont pouvaient disposer les journaux d'opposition. L'auteur consacre plusieurs pages à l'examen particulièrement précis des conditions de fonctionnement de la presse dans divers départements judicieusement répartis sur l'ensemble du territoire: Charente inférieure et Vendée, Gironde, Gard, Rhône, Allier et Jura aux caractères variés tant par la nature des clientèles que par la personnalité des rédacteurs les plus représentatifs. M. T. R. Forstenzer fait également une place au problème, trop souvent sousestimé, ou même ignoré, du colportage si souvent incriminé de la diffusion des »mauvais livres« par les autorités préfectorales avant comme après la révolution de février 1848. Il reprend dans son exposé les observations nombreuses des témoins et des historiens qui l'ont précédé sur le rôle important des sociétés secrètes traditionnellement actives autour des grandes villes et sous des formes variables dans certaines régions; il insiste particulièrement sur les effets de la loi électorale du 3 mai 1850 retirant le droit de vote à plus de trois millions d'électeurs en exigeant des conditions de résidence particulièrement difficiles à remplir en ces années de crise économique et d'exode rural.

Les vingt pages du sixième chapitre retracent le passage de la frustration à une révolution totalitaire avec le coup d'état du 2 décembre et avec la période d'exception terminée seulement en mars 1852. La répression des insurrections le plus souvent rurales au moment du coup d'état dans les départements témoins est étudiée avec soin. Les procès menés devant les fameuses commissions mixtes permettant en effet de nuancer les jugements d'ensemble sur le personnel des »mal pensants« avec, dans les départements témoins, une majorité incontestable d'artisans (751 inculpés), de bourgeois (343 notables et 253 moins importants), 410 paysans et seulement 53 travailleurs qualifiés. 307 des inculpés furent classés »Algérie -«, soit expédiés dans ce pays, 180 »Algérie +«, soit en résidence surveillée, 97 envoyés dans les bagnes de Cayenne ou de Lambessa, 99 emprisonnés en France, 489 libérés sur parole et 186 acquittés. De toute évidence, la plupart des condamnations avaient frappé des »meneurs«, désignés par la police, 576 des condamnés n'étant que, de simples participants aux émeutes, dont 213 avec arme, et 425 coupables seulement de sédition à des titres divers contre 75 organisateurs des troubles et 176 incitateurs de ceux ci.

Une carte précise l'implantation des départements retenus, tous au sud d'une ligne Besançon Nantes. Un appendice précise les noms et les carrières de leurs préfets: 3 pour l'Allier, 2 pour la Charente inférieure, 3 pour le Gard, 2 pour la Gironde, 5 pour le Jura, 4 pour le Rhône, plus un qui venait du Jura, et 2 pour la Vendée. Un autre appendice de 17 pages précise les conditions sociopolitiques de ces départements témoins. L'auteur classe la Vendée, la Charente inférieure et la Gironde dans les départements conservateurs, le Gard dans la catégorie des »départements contestés«, le Jura, l'Allier et le Rhône étant au contraire des départements républicains.

L'auteur examine enfin en quatre pages l'interprétation de la peur de 1849. Trente-trois pages de notes, classées par chapitre, neuf pages de bibliographie et six d'index complètent utilement

ce volume qui constitue une bonne mise au point, malheureusement limité à un trop petit nombre de départements, et aux seuls secteurs où le coup d'état du 2 décembre entraîna des incidents sérieux puisque seuls l'Hérault et les Basses-Alpes ou le Var manquent à la liste des départements témoins. L'auteur a peut-être un peu sous-estimé deux phénomènes bien différents, d'une part l'importance du mécontentement forestier au lendemain de la révolution de février qui avait montré le malaise causé par les lois de 1827, et par leur maintien en dépit de deux révolutions, d'autre part l'ampleur du courant bonapartiste sensible, en dépit des survivances légitimistes, dans bien des régions de l'ouest comme le montrèrent les plébiscites pendant le second Empire. Même en admettant la limitation à ces sept départements témoins, on peut s'étonner de ne pas trouver dans la bibliographie l'ouvrage d'un contemporain, Ténot, sur la province en 1851, non plus que les travaux bien plus récents de E. Labrousse ou de R. Gossez sur la période. L'ouvrage n'en rendra pas moins de réels services à tous ceux qui souhaitent une documentation solide et bien informée sur la crise socio-politique dans la France du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, d'une part, et dans celle en dehors des régions les plus modifiées par les transformations industrielles de ce temps. On ne peut que souhaiter la parution d'autres ouvrages aussi remplis sur les régions plus septentrionales et occidentales de la Bretagne au Rhin ou à la frontière belge ou aux régions méridionales manufacturières ou industrialisées du Var à l'Hérault.

Jean VIDALENC, Rouen

Günter WOLLSTEIN, Das »Großdeutschland« der Paulskirche. Nationale Ziele in der bürgerlichen Revolution 1848/49, Düsseldorf (Droste Verlag) 1977, 386 p., illustrations.

Ceux qui, au sein de l'Assemblée de la Paulskirche se sont faits les défenseurs de l'idée de la »Grande Allemagne« n'ont pas toujours été bien traités par l'historiographie qui n'a pas craint de voir en eux les précurseurs du pangermanisme voire de l'impérialisme national-socialiste. Günter Wollstein a tenté de montrer comment les différents »groupes« politiques de l'Assemblée de Francfort ont essayé d'accorder leur ambition de créer un état national allemand avec leurs visées d'expansion territoriale aux dépens de régions dont la germanicité était parfois difficile à prouver. Pour cela, il a analysé les débats du Vorparlament, du Comité des Cinquante, de l'Assemblée de la nation allemande, beaucoup de libelles, d'articles de presse, de papiers laissés par les principaux protagonistes qui s'y firent alors entendre par la parole et par la plume. La thèse de l'auteur est que dans la question nationale allemande, l'échec du Parlement de Francfort fut, dans une très large mesure, la conséquence de positions particularistes dans l'annexionnisme.

La création d'un état national allemand, pas plus que les structures et les institutions à lui donner n'ont retenu, en tant que telles, l'attention de l'auteur. Celui-ci a exposé le point de vue des différents partis sur les limites à donner à la future Allemagne et sur la place que celle-ci devait, selon eux, occuper sur la scène politique européenne. C'est pourquoi à côté de la question du Schleswig-Holstein, de celle de Posen, de celle du sort de la Bohême, du Tirol italien et du Limbourg hollandais et surtout du problème autrichien, il relate également les débats sur le rôle futur de la flotte fédérale dans une éventuelle expansion outre-mer. C'est dire qu'il fait la part belle aux discussions au cours desquelles pouvaient se déchaîner les surenchères nationalistes. Tous ces problèmes furent débattus à l'intérieur des groupes politiques et il ressort des analyses de Wollstein que, s'il est exagéré de dire que tous les partis représentés à Francfort furent unanimement expansionnistes, il se trouva, au sein de chacun d'eux, une large majorité d'expansionnistes.

Il ne fait aucun doute, pour Wollstein, qu'alors la bourgeoisie allemande a pensé que la